

Dernièrement, le premier ministre nous a souvent dit qu'il était déterminé à suivre son ancienne politique ; et cependant, le même premier ministre envoie à Washington une ambassade que j'ai plusieurs fois déclaré être une insulte, une farce, s'il veut suivre sa même politique.

Cette attitude a encore un autre résultat que je recommande à l'attention des honorables messieurs. Le premier ministre a déclaré mainte et mainte fois que tous ceux qui étaient favorables au libre-échange avec les Etats-Unis, étaient des partisans de l'annexion, il ne faisait aucune exception, personne ne pouvait combattre sa politique, personne ne pouvait lui être opposé sans encourir, je suppose, les châtements réservés au crime de haute trahison.

Je me souviens que le premier ministre a eu la bonté de déclarer à Toronto qu'il allait mettre en jugement certaines personnes qui avaient contre-carré ou nuï à la politique qu'il était sur le point d'exécuter, mais l'honorable monsieur n'a pas jugé à propos de mettre cette menace à exécution.

Plus d'une fois, j'ai attiré son attention sur ce sujet, mais je crains qu'il n'ait pas lu mes discours avec l'attention qu'ils méritaient, et mes allusions à ce sujet lui ont échappé. Mais quel est le résultat ?

D'après le premier ministre, tous ceux qui favorisaient la réciprocité absolue étaient des partisans de l'annexion. Si cela est exact, l'honorable monsieur sait qu'aujourd'hui, dans la province de Québec, une majorité décisive favorise la réciprocité absolue et appuie mon honorable ami (M. Laurier) et, en conséquence, ceux qui composent cette majorité sont des partisans de l'annexion.

S'il veut prendre la peine d'ajouter ensemble les chiffres des rapports d'Ontario, il verra qu'une majorité du peuple de cette province appuie la réciprocité absolue et, en conséquence, ceux qui la composent sont des partisans de l'annexion.

Ainsi, d'après la théorie de l'honorable monsieur, il est arrivé à ce résultat que, dans les deux grandes provinces qui constituaient l'ancien Canada, la majorité est aujourd'hui en faveur de l'annexion.

Maintenant, je dirai que j'ai probablement autant d'objection à échanger notre forme de gouvernement contre la forme de gouvernement américain, que peut en avoir le premier ministre ; mais si l'annexion devait malheureusement devenir une question brûlante, une question faisant partie de la politique du pays, il faudrait s'en prendre à ce langage insensé, à ces reproches honteusement faits contre des personnes qui nous valent, et je regretterais vivement qu'un tel mouvement prit naissance et se développât dans le Canada.

J'ai toujours cru, dès le commencement, quand l'honorable monsieur et ses amis copient servilement le système de haute protection en vigueur aux Etats-Unis, qu'ils aidaient à créer un sentiment favorable à l'annexion dans notre pays ; et j'ajouterai que s'il existe un moyen qui, plus qu'un autre, peut empêcher un tel résultat, s'il y a une ressource qui puisse faire disparaître tout désir naissant chez quelques personnes favorables à l'union politique avec les Etats-Unis, nous les trouverons dans l'adoption d'une politique semblable à celle que nous avons préconisée, une politique qui nous donnerait ce que nous avons le droit de demander et d'obtenir si nous le pouvons, savoir : les avantages du libre-échange avec les Etats-Unis, sans changer notre forme de gouvernement.

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

L'honorable monsieur s'est rendu coupable d'une autre action, que personne respectant un peu les institutions britanniques n'aurait osé commettre. Quelle est la raison principale sur laquelle se base l'honorable ministre pour appuyer la politique nationale, qui a donné le pouvoir aux monopoleurs de taxer le peuple à leur profit et avantage.

L'honorable monsieur a osé traîner dans la poussière le drapeau britannique et s'en servir comme étant celui qui protégeait ces mêmes monopoleurs. Si une question est définitivement réglée en Angleterre, c'est bien celle du libre-échange. C'est une partie de la politique anglaise ; je puis même dire que c'est une partie de la constitution anglaise, et tous les chefs des grands partis ont mainte et mainte fois déclaré que, quant à ce qui se rapporte à l'Angleterre, la politique du libre-échange est déterminée et qu'elle ne changera jamais.

Malheureusement, il y a sans doute parmi nous, comme partout ailleurs, des hommes ignorants à qui on peut faire croire que la protection accordée à ces viles monopoles est inséparable de notre allégeance à l'Angleterre, et si, dans l'avenir, il en résulte des conséquences funestes, il faudra les attribuer, plus qu'à toute autre chose, au fait que le premier ministre a employé, pour justifier sa politique qui est aussi anti-anglaise que possible, l'allégation qu'il était nécessaire d'appuyer cette politique dans l'intérêt de la Grande-Bretagne, et pour conserver notre union avec la mère-patrie, politique qui a énormément diminué les importations anglaises, et qui a pour but évident d'empêcher les marchands anglais d'avoir libre accès à nos marchés.

L'honorable monsieur doit reconnaître qu'il n'a pas fait de progrès dans ses négociations avec les Etats-Unis. Il n'a même pas réussi à obtenir une audience du gouvernement américain.

Quelles propositions lui et ses amis ont-ils à faire ? Ils savent fort bien que le peuple de notre pays souffre aujourd'hui matériellement des effets de ce même tarif-McKinley, dont j'ai déjà parlé, et dont en grande partie nous sommes redevables au présent gouvernement.

Que proposent-ils ? Tout simplement ceci : maintenir les monopoles, imposer plus de taxes sur le peuple, augmenter les charges qui pèsent sur la classe agricole et sur d'autres classes de producteurs ; et ceci fait, et après avoir fait expatrier des centaines de mille de nos habitants, ils s'efforceront alors de négocier ce qu'ils appellent des relations commerciales raisonnables avec les Etats-Unis.

Notre devoir est tout tracé. Il faut d'abord démasquer ces déceptions et faire voir au peuple du Canada la fausseté des prétextes sur lesquels le dernier verdict a été rendu. Nous devons aussi faire comprendre la situation, telle qu'elle est, au peuple du Canada, et lui faire voir clairement qu'il est impossible et le gouvernement sait qu'il est impossible d'obtenir des modifications sensibles aux relations tendues qui existent aujourd'hui entre nous et les Etats-Unis, sans traiter sur une base plus vaste, des lignes plus grandes que celles que se proposent de suivre les honorables messieurs.

Si l'honorable monsieur est disposé à adopter la politique que nous avons préconisée, je puis lui assurer que nous lui aiderons à faire réussir sa proposition. Il n'a rien à redouter de l'opposition, s'il vient franchement avouer que, ayant constaté qu'il lui est impossible d'obtenir la réciprocité avec les